

PRÉSENTATION DU DOSSIER

L'appropriation du territoire

Ce dossier porte sur les multiples façons d'appréhender le(s) territoire(s) en insistant sur la diversité inhérente à cette notion et des méthodes pour l'étudier. La notion de territoire étant polysémique, on ne peut en avoir une conception raisonnable qu'à la condition d'en accepter la complexité. La diversité des textes de ce dossier en témoigne.

Que le territoire ne soit pas donné, mais construit socialement, épistémologiquement, symboliquement et politiquement devrait être une évidence, mais il est facile de le naturaliser et de prendre ses structures et ses frontières comme des existences s'imposant d'elles-mêmes. Une telle conception est pourtant trompeuse, car le territoire n'est pas un objet extérieur, préexistant à l'acte de sa production. Le découpage de la réalité qu'il concrétise est plutôt un acte politique, c'est-à-dire social, qui privilégie certaines dimensions de l'existence collective et individuelle. Comprendre le territoire signifie donc identifier ces processus pour en révéler les finalités.

La question du territoire est d'autant plus importante que les enjeux de la transition sociale et écologique auxquels nous faisons face nous imposent une accélération de nos modes de pensée et une prise en compte plus aigüe de l'urgence d'agir. Les sciences sociales et humaines, dans la diversité de leurs méthodes et de leurs stratégies d'analyse, doivent être mises à contribution dans ce contexte d'hyperactivation de nos capacités de résilience et d'adaptation.

Loin d'être naturel, le territoire existe en tant qu'effet de la multiplicité des déterminants qui le caractérisent et qui tracent un ensemble de limites, de seuils et de frontières qui ne se recouvrent pas toujours. Non seulement les échelles impliquées ne sont pas nécessairement les mêmes, mais rien n'assure qu'elles s'emboîteront harmonieusement. De plus, la superposition des espaces définis par ces délimitations peut fort bien produire des incohérences. Enfin, les contenus qui se trouvent à l'intérieur d'elles risquent d'être des assemblages hétérogènes. Ces délimitations amènent souvent des confusions propices à la manipulation, car identifier trop simplement le territoire et ses acteurs peut devenir une technique d'assujettissement.

De même, on peut prévoir que chaque acteur tentera d'imposer sa propre conception et sa propre définition du territoire pertinent, et de s'en faire le porte-parole. Cette compétition politique n'a pas à s'avouer pour exister et peut fort bien se présenter en des termes privilégiant la rationalité et le bien commun.

En d'autres termes, un territoire doit être vu comme un outil d'administration tant des organisations structurant l'espace social, qu'elles soient publiques ou privées, que sous l'angle de la gestion des populations ou, pour reprendre un terme qui fut à la mode, celui d'une biopolitique des sujets sociaux. Cela revient à dire qu'aussi multiples que soient ses manifestations, le territoire a des affinités électives avec la gestion du social. Cela explique qu'il soit fréquemment conçu sous sa dimension bureaucratique et gestionnaire. Au Québec, on le voit dans la spontanéité avec laquelle on présente le territoire selon qu'il est défini par la municipalité, par la MRC ou par la région administrative, toutes des délimitations relevant de la sphère politique. Ensuite, on aura beau jeu de relever que les frontières ne respectent pas les identités des acteurs.

Concevoir le territoire comme l'espace socialement investi implique qu'il comportera les mêmes dimensions que la société où il se déploie : tout à la fois social, culturel, politique et économique et, pour autant, administratif-bureaucratique et psychologique. Il sera aussi multiscalaire, allant, selon les cas et les enjeux, de l'échelle microsociale (la maison) à l'échelle macro (le monde), en passant par le local, le régional, le national, etc. Puisque ces distinctions sont le fruit de bricolages et de conjonctures diverses, une question essentielle est donc de savoir comment se produit l'appropriation de cet espace. Semblablement, le territoire ne peut être considéré comme statique ou immuable : il change de sens et de modalité d'existence, ce qui démontre une temporalité (mémoire et dynamique vers l'avenir) intrinsèque.

C'est à partir de ces constats que le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a proposé à ses membres et partenaires de s'intéresser au territoire en mettant l'accent sur les modes d'appropriation. Comme on le verra à la lecture des textes, les questions soulevées sont tout aussi nombreuses que les façons d'y répondre. Si le territoire approprié est mouvant et multiple, quels sont les dispositifs à l'œuvre qui permettent de le cerner? À partir de quelles stratégies et avec quels intentions, objectifs ou effets les acteurs agissent-ils sur et dans le territoire? Ces acteurs peuvent-ils se réclamer d'une capacité d'agir libre ou contrainte? D'ailleurs, comment et pourquoi s'approprie-t-on un espace dans le contexte actuel? Comment le définir et le redéfinir? Enfin, comment s'établissent les relations entre les échelles, les contextes et les conjonctures? Chacun à sa façon, les textes de ce dossier suggèrent des éléments de réponse.

Première section : le découpage du territoire

Marc-Urbain Proulx utilise une approche historique pour identifier les gains et les échecs des efforts de territorialisation des politiques publiques québécoises dans un texte intitulé *Territorialisation au Québec : le chemin parcouru*. Notant que ces efforts ont surtout concerné la hiérarchie des pôles urbains, le zonage agricole et la cohabitation rurale-urbaine, il relève l'apparition d'instances intermédiaires entre les municipalités et l'État (les régions administratives et les MRC), ce qui a amené des gains quant à

l'aménagement, à la gestion publique et au soutien au développement. La leçon fondamentale est que l'État a une responsabilité incontournable et que tout progrès demande qu'on reconnaisse cette centralité.

Le texte suivant, *L'appropriation des caractéristiques territoriales pour favoriser la mobilisation, la prise de décision et l'action : enjeux de découpage et d'accès aux données*, reprend des préoccupations voisines. **Émilie Gaudreau-Lavoie** et **Manon Boily** relèvent que, pour agir efficacement, on doit comprendre de façon globale les territoires où se trouvent les acteurs. Or, il appert que les découpages territoriaux sont nombreux et que leurs frontières sont loin de coïncider. Il est donc difficile d'avoir une vision juste des territoires. S'appuyant sur le projet Regard 360 et sur les frontières des centres de services scolaires, le texte présente les résultats d'efforts pour rendre les données comparables ainsi que les difficultés rencontrées.

Deuxième section : le territoire vécu

Les deux textes qui composent cette section se préoccupent moins de découpages administratifs.

Celui de **Pierre-André Tremblay** s'intitule *Un territoire approprié : sur la territorialité de l'itinérance*. L'auteur insiste sur les dynamiques de marginalisation découlant de l'appropriation ou de l'effort d'appropriation de l'espace urbain par les groupes favorisés, repoussant de ce fait des catégories désavantagées. L'itinérance en est l'exemple le plus patent, mais le texte montre que la chose ne s'arrête pas là, car les personnes exclues peuvent aussi développer leurs propres façons de se définir un espace approprié à leur situation.

Dans la même section, l'article *L'entrepreneuriat comme voie d'intégration socioprofessionnelle et voie de contournement à la discrimination systémique lors du processus de recherche d'emploi des femmes immigrantes issues de minorités visibles au Québec* est signé par **Valérie Mvogo Balla**. L'entrepreneuriat est sans doute la meilleure voie d'intégration socioprofessionnelle, car il permet d'éviter la double discrimination découlant des rapports de genre et de l'origine ethnoculturelle des immigrantes. La question est d'importance, car celles-ci ont un taux de chômage plus élevé que les personnes non immigrantes, leur rémunération est plus faible et, de plus, elles subissent fréquemment une déqualification. Heureusement, il existe des ressources pour favoriser l'entrepreneuriat.

Troisième section : agir sur les collectivités

Cette section comporte quatre textes.

D'abord, l'article de **Sabrina Tremblay et Flora Narac**, intitulé *Le territoire vécu par et dans l'agriculture : étude de la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine au Saguenay-Lac-Saint-Jean*, rend compte d'une recherche entreprise dans une municipalité régionale de comté de la région du Lac-Saint-Jean qui désire mettre en action certaines orientations de son Plan de développement de la zone agricole (PDZA). Estimant qu'une partie

de la situation actuelle découle des limites rencontrées par la dominante extractiviste de l'agriculture industrielle, ces auteures insistent sur le fait que l'agriculture n'a pas qu'une fonction de production de biens de consommation, mais aussi économique, environnementale, sociale, culturelle et de gouvernance. Cet accent sur la multifonctionnalité peut ouvrir la voie à une vision plus complexe et mieux intégrée de la vie économique des communautés rurales.

Dans le texte suivant, *La démarche Municipalité Nourricière au Saguenay–Lac-Saint-Jean : une initiative territoriale de mobilisation citoyenne*, **Marie Fall, Olivier Riffon, Salmata Ouedraogo** se penchent sur les retombées de la démarche de municipalité nourricière. S'interrogeant sur les facteurs de succès et d'échec, les auteurs et auteures désirent contribuer à la pérennisation et à l'optimisation de cette démarche. Ils concluent que les facteurs permettant de mieux comprendre les disparités entre les cinq municipalités étudiées sont ceux qui touchent aux motivations des participants, à leur mobilisation et à leur appropriation de la démarche.

L'article suivant, de **Médétonwan Olivier Guédé**, s'intitule *Développement territorial durable avec les organismes de développement économique local au Québec : cas des sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)*. L'auteur inscrit le développement durable comme une dimension du développement économique local. Se demandant pourquoi trois SADC ont adopté une approche de développement durable, il considère les stratégies et les motivations des acteurs ainsi que leurs effets sur le territoire. La mise en œuvre de partenariats locaux et des ressources locales permettent de considérer le développement durable au sein d'une démarche de développement économique local propice à la croissance équilibrée des économies locales.

Le dernier texte de cette section est celui de **Suzanne Tremblay** : *Les services de proximité pour la pérennité et le développement social et territorial des villages : le cas de la MRC du Fjord-du-Saguenay*. L'auteure rend compte d'une recherche dans six municipalités de ce secteur. À partir d'entrevues, la recherche documente la détérioration des services. Il en ressort qu'ils ont connu une nette régression depuis la pandémie de COVID-19, qui a été l'occasion de la fermeture de plusieurs points de service gouvernementaux, commerces et services de proximité. Les organisations de la société civile se sont retrouvées avec une grande part de la responsabilité des services aux citoyens, mais avec peu de moyens. Cela ne laisse pas présager une solution rapide pour le maintien et la pérennité des services de proximité dans ces villages, ce qui les entraîne vers une certaine dévitalisation, pour ne pas dire une dévitalisation certaine.

Textes d'étudiants à la maîtrise en études et interventions régionales de l'UQAC

Ces trois sections sont suivies de deux articles écrits par des personnes étudiant à la maîtrise en études et interventions régionales ou au doctorat en sciences humaines appliquées de l'UQAC.

D'abord, **Emmanuel Trotobas** s'intéresse au contexte changeant du Saguenay–Lac-Saint-Jean dans un texte intitulé *Le récit de la transition socioécologique au Saguenay–Lac-Saint-Jean par l'approche biographique*. Mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, l'approche utilise les récits biographiques et l'analyse de la presse pour voir comment la transition socioécologique est mise en œuvre par des résidents de cette région. Bien que ces acteurs soient souvent isolés, les changements liés à la transition leur permettent de se retrouver et de créer des liens. La transition n'est donc pas seulement environnementale, mais induit aussi des changements dans la texture des liens sociaux.

Dans *Distance et mobilité dans la pratique de l'intervention sociale en territoire rural : le cas de la Haute-Côte-Nord*, **Geneviève Dick** se demande comment les intervenantes en travail social intègrent ces facteurs à leur pratique professionnelle. L'interprétation des informations privilégie un cadre systémique afin de mettre en contexte l'intervention sociale sur un territoire en périphérie des axes centraux et souffrant de plusieurs difficultés menaçant l'avenir de ces localités.

Entretien

Enfin, **l'entretien de Pierre-André Tremblay avec Serge Côté** présente les réflexions d'un chercheur qui a intimement connu la montée de l'approche territoriale au Québec, depuis l'époque où on parlait de développement régional. Il note l'importance de mettre l'accent sur les acteurs en présence plutôt que sur les seules structures et insiste sur les continuités sous-jacentes à cette généalogie, parfois camouflées sous de nouvelles appellations. La persistance des difficultés des régions qu'on appelait « périphériques » montre cependant que, quelles que soient les dénominations, le bien-être durable et équitable demeure un enjeu central des sociétés modernes.

Marie Fall Ph.D.

Professeure-chercheuse
Université du Québec à Chicoutimi

Pierre-André Tremblay Ph.D.

Professeur associé
Université du Québec à Chicoutimi

Sabrina Tremblay Ph.D.

Professeure-chercheuse
Université du Québec à Chicoutimi

Suzanne Tremblay Ph.D.

Professeure-chercheuse
Université du Québec à Chicoutimi

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n2.1955>

